

**36ème Congrès national corporatif
4ème Congrès de la C.G.T.-F.O.**

du 22 au 25 novembre 1954

Paris - Palais de la mutualité

INTERVENTION D'ALEXANDRE HÉBERT: DISCUSSION SUR LES PROBLÈMES ÉCONOMIQUES...

Le Président: La parole est à Hébert de la Loire-Inférieure.

Hébert: Camarades, la résolution qui nous a été présentée aborde un problème important qu'il convient, je crois, d'examiner assez sérieusement. Il s'agit du problème dit de la politique de présence. Je pense, camarades, qu'il faut féliciter le rapporteur qui nous a dit clairement que les rédacteurs de la résolution visaient les organismes de productivité. Mais je crois qu'il y a un problème général de la politique de présence et qu'il importe que nous en discutions et que nous définissions les conditions d'une présence syndicale dans les organismes quels qu'ils soient.

Je pense qu'on devrait d'abord s'attacher à définir les différents organismes, car il est clair que notre attitude peut être influencée par le caractère de l'organisme que nous avons devant nous. Lorsqu'il s'agit d'organismes paritaires dans lesquels nous défendons contradictoirement avec les patrons ou les pouvoirs publics les intérêts des travailleurs, il est évident que notre présence s'impose. Lorsqu'il s'agit d'organismes consultatifs d'études, cela peut prêter à discussion, mais il est quelquefois possible d'être présent. Lorsqu'il s'agit d'organismes délibératifs, destinés à appliquer des mesures économiques ou autres, nous devons être circonspects, car nous ne devons pas à aucun moment, en aucun cas, cautionner ou faire croire que nous cautionnons une politique qui n'est pas la nôtre.

Il y a aussi, camarades, ce que j'appellerai les organismes de propagande destinés à impulser une politique donnée. Et là, nous retrouvons le vieux problème de la productivité et je sais, je connais, le souci, en particulier de notre camarade Richard, à qui, en passant, je rends hommage!... (*Bravos*). Notre camarade Richard a le souci de constituer des organismes d'études; il a le souci de doter notre Confédération de moyens qui lui font défaut; mais je lui dis très franchement, et j'attends qu'il veuille bien nous préciser un certain nombre de points qui restent obscurs, mais je lui dis déjà que je suis très inquiet lorsque j'entends reparler du C.I.R.P. Je suis très inquiet, parce que, voyez-vous, camarades, outre que nos camarades se trouveront en étrange compagnie, vous avez condamné l'unité d'action, vous avez sans doute bien fait, mais, camarades, je vous en prie, moi je ne fais pas de différence avec les partenaires que je trouve quelquefois à côté de moi. Je les range dans le même sac pour des raisons différentes, mais quand même dans le même sac. Et lorsqu'on nous propose de nous retrouver aux côtés de la C.G.C. et de la C.F.T.C., je crains fort que, quelles que soient les raisons profondes de nos camarades, je crains fort que devant les travailleurs, ce soit interprété, purement et simplement, comme notre cautionnement à une politique de productivité qui, actuellement, dans le cadre du système actuel, aboutit, dans de nombreux cas, à des situations catastrophiques pour la classe ouvrière.

N'oublions pas, camarades, que par exemple, en Loire-Inférieure, aux Forges de Basse-Indre, nous avons un problème angoissant, précisément, parce qu'on a modernisé les entreprises, qu'on a appliqué un programme de productivité et nous nous trouverons très prochainement avec environ, pour cette seule raison, 600 chômeurs sur les bras.

Voyez-vous, camarades, ces camarades qui sont victimes, indirectement, de la modernisation, vous aurez beau leur expliquer tout ce que vous voudrez, pour eux, seul le résultat compte et ils ne nous pardonneront pas de nous être associés à une politique qui a eu pour conséquence de les réduire au chômage, même si nous leur disons que nous avons tout fait pour éviter cette conséquence, ces travailleurs ne jugeront que sur les résultats et c'est pourquoi je pense que notre présence, dans cet organisme comme dans les autres, doit être conditionnée, d'une part par l'intérêt que la classe ouvrière en tirera et aussi - et c'est lié par l'intérêt que notre mouvement syndical en retirera.

Et nous ne devons pas surtout, vous me permettez une expression, «*jouer les Don Quichotte*» et laisser à d'autres le soin d'exploiter des situations dramatiques, certes, mais qui découlent du régime dans lequel nous vivons et contre lequel, malheureusement, actuellement, nous sommes très désarmés.

(Applaudissements.)
